

paraissait comme une relique un peu désuète en tout cas bien poussiéreuse. De plus, il recrutait davantage sur la base de l'activisme militant que sur une ligne politique donnée.

Aux plus grandes heures de sa gloire, il ne dépassa jamais les 10 % avant de s'effondrer naturellement.

Les lambertistes, quant à eux, n'avaient pas négligé l'entrisme au P.S.U. : Garabuau et Berg dirigeaient en fait les Jeunesses socialistes unifiées. Fidèles à eux-mêmes, il ne participèrent pas à la tendance « socialiste-révolutionnaire », mais parasitèrent le courant « unitaire » que dirigeait Jean Poperen.

La défaite du « courant unitaire » et le départ des plus authentiques sociaux-démocrates a certes modifié l'orientation du P.S.U. : il est très révélateur qu'elle n'ait pas modifié radicalement le type de place qu'il occupait.

Cette expérience montre aussi comment le P.S.U. reflète purement et simplement les données de la lutte des classes et leurs traductions auprès des pôles politiques extérieurs. Dans la crise des années 1962-1963, le P.S.U. s'est contenté de subir une situation politique sans qu'aucune orientation proposée ne tente de la maîtriser.

C'est ainsi qu'une très grande majorité du P.S.U. se prononça pour le soutien de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965. Seule une faible minorité — environ 15 % — se prononça pour refuser ce soutien. C'était une minorité de rencontre qui n'a en aucune façon donné naissance à la structuration d'un courant politique. Que ce soutien ait été enthousiaste pour les uns et forcé pour les autres ne change rien à cette constatation : la grande majorité du P.S.U. s'est ralliée à une initiative qui allait marquer la gauche française pour une période durable ; elle n'était en rien capable d'inventer une autre solution que celle imposée par la facilité.

Se déployèrent alors *les grandes orgues du modernisme*. Un militant encore peu connu montra vite qu'il connaissait bien ce registre-là : l'élaboration du « contre-plan » puis les « colloques de Grenoble » marquèrent les premières apparitions importantes de Michel Rocard.

Ces colloques réalisèrent la rencontre des clubs et des syndicalistes qui entendent renouveler la gauche par la rigueur techniciste. Jamais le P.S.U. ne sera allé aussi loin dans ses tentatives modernistes et ses prétentions à jeter aux orties les principes élémentaires de la lutte des classes : il entend se présenter en concurrent direct de la S.F.I.O. et des clubs de François Mitterrand.

L'ardeur à la tâche du secrétaire à l'organisation, Marc Heurgon, ne suffit pas à homogénéiser le P.S.U. sur de telles bases : c'est aussi la période d'un repli basiste de nombreux militants qui demeurent au P.S.U. faute de mieux et d'autres organisations nationales.

Il faut situer les orientations du P.S.U. des années 1963-

1968 dans les caractéristiques de cette période. La plupart des militants un peu teintés de marxisme vivaient en fait au rythme des débats de la gauche italienne de Basso à Magri, en passant par Ingrao et Foa. Pour le public français, le principal traducteur de ces débats était André Gorz, qui développait à leur ombre la stratégie du « réformisme révolutionnaire ».

Ces rappels ne sont pas des vieilleries inutiles pour les militants d'après mai 68. Ils montrent comment maints donneurs de leçons de révolution se sont laissés prendre en leur temps aux pièges de l'apparence de la stabilité du capitalisme des années 60. Les carences spécifiques du P.S.U. ont encore accentué cette tendance des courants centristes à prendre les données conjoncturelles de la lutte des classes pour des données permanentes.

Ainsi, le refuge du P.S.U. dans des propositions modernistes au cours des années 1963-1967 est directement le reflet de la manière dont les couches influencées par celui-ci percevaient la lutte des classes dans ces mêmes années.

Le bouillonnement de l'Union des étudiants communistes apparaissait alors loin des préoccupations des masses. Pourtant c'est ce débat-là qui était porteur de l'émergence des principales orientations qui existent aujourd'hui à la gauche du P.C.F.

Mais, s'il n'avait pas été possible de réunir les marxistes hostiles à l'Union de la Gauche, le rapprochement entre les « unitaires » et les modernistes se fit lui beaucoup plus rapidement : sur le choix de l'insertion du P.S.U. dans la social-démocratie renouée, dans un grand parti de la gauche non communiste. Le premier ballon d'essai avait eu lieu à l'occasion de l'élection présidentielle. A l'approche du V^e Congrès, Jean Poperen et Gilles Martinet défendirent de concert l'« association » à la F.G.D.S. Ils recueillirent à peine 30 % des mandats. Mais la coalition qui s'était nouée contre eux était largement aussi ambiguë que les précédentes. Contrairement aux conclusions que tirèrent de ce vote certains militants, la réaction du parti tenait plus à l'aversion naturelle des milieux chrétiens pour le caractère « sclérosé » des appareils de la gauche traditionnelle qu'à un authentique gauchissement du parti.

La proposition d'adhésion à la F.G.D.S. laminée, c'est aussi la consécration de l'échec politique de l'ensemble des équipes dirigeantes du P.S.U. depuis sa création. Une nouvelle page de l'histoire du P.S.U. s'ouvre.

Le conglomérat qui a mis en place le nouveau bureau national sous la direction de Michel Rocard n'a guère de projet politique cohérent. Il y a ceux, tel le Secrétaire national, qui estiment qu'il est prématuré d'adhérer à la F.G.D.S. car le levain moderne que doit fournir le P.S.U. n'est pas encore suffisamment levé. Il y a ceux qui entendent construire une